

Edition de l'AUDE

Les enseignants et les parents dans la rue

Il était encore difficile, hier après-midi, de connaître, dans les établissements scolaires, le taux de participation à la grève menée et reconduite, de jour en jour, par les enseignants, syndiqués ou non. Dans les lycées Lacroix, Eiffel, Diderot et les collèges Victor-Hugo, Montesquieu, Ferry et de Cité, les estimations, en moyenne, étaient de l'ordre de 50 %. Du côté des écoles, la participation était plus faible, entre 20 et 40 %.

En revanche, ce dont on est sûr est que le collectif d'enseignants du Narbonnais a décidé, hier en fin d'après-midi, de la poursuite du mouvement, lors d'une assemblée générale tenue au Palais du travail.

A la sortie, vers 18 heures, quelque 150 à 200 personnes, des enseignants en majorité, auxquels s'étaient joints des représentants de parents d'élèves, se sont réunies, place de l'Hôtel de Ville, pour faire le point sur leur mouvement.

Aujourd'hui à 14 h 30, une manifestation départementale est organisée à Carcassonne pour la défense d'« *une éducation de qualité et nationale* ». Pas question pour les enseignants et les personnels administratifs et techniques d'« *entendre parler de décentralisation et de régionalisation de l'Education, ni de repousser l'âge de la retraite* ». A l'issue de la manifestation, les enseignants et les parents se prononceront sur la poursuite ou non de la grève.

Pour mercredi, les lycéens narbonnais ont prévu de s'associer au mouvement de leurs professeurs et de descendre dans la rue si leur grève est maintenue.

F.D.

Edition des PO

Le ton monte dans l'éducation nationale

Difficile aujourd'hui de prédire les conséquences de la grève qui semble avoir trouvé un second souffle. Jeudi dernier, le primaire s'était fortement mobilisé. Hier, c'est le secondaire qui est apparu comme la locomotive d'un mouvement qui semble parti pour durer. Déjà on parle d'atteindre les vacances de Pâques, voire de relancer la machine après les congés de printemps. C'est donc sans doute un conflit dur qui s'amorce.

Les doléances du personnel de l'Éducation nationale sont invariables. Il y a le combat pour les retraites bien sûr que la plupart des enseignants refusent de s'approprier. « *On prend nos responsabilités en espérant entraîner les autres salariés, du public bien sûr, mais aussi du privé, sur des revendications qui concernent tout le monde* », affirme Michel Franquesa de la FSU (Fédération syndicale unitaire). Les revendications portent également, encore et plus que jamais, sur le projet de régionalisation initié par le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin. « *On touche à l'équité nationale. C'est la mort du service public. Et c'est l'usager qui va trinquer* », souligne Philippe Fellerath, du SNEP (syndicat des professeurs d'éducation physique). Tentative de rapprochement avec les parents d'élèves. Preuve de la motivation des enseignants, les troupes de la FSU se sont retrouvées sous les fenêtres du préfet, dans une manifestation spontanée. « *Le préfet a refusé de nous recevoir, mais nous reviendrons demain- NDLR: aujourd'hui-* », prévient Michel Franquesa.

Hors syndicat, une coordination départementale est en train de se renforcer. De nombreuses actions sporadiques ont donc, à son appel, émaillé la journée d'hier, comme au collège Jean Moulin de Perpignan. « *Nous séquestrons symboliquement les surveillants et les aides éducateurs-NDLR: emplois jeunes de l'Education nationale-. La vie scolaire ne fonctionne donc plus. C'est une façon de montrer ce qui risque d'arriver avec la régionalisation: moins de surveillants signifie des problèmes de sécurité* », exprime Laurent Vinour, professeur d'histoire-géographie. Comme tous les jours maintenant, une assemblée générale a réuni les personnels au lycée du Clos Banet.

Le pourcentage de grévistes oscille entre 20 et 50%, tous personnels confondus: enseignants du premier et du second degré, mais aussi documentalistes, agents administratifs ou d'entretien. Au moins 10 collèges et 3 lycées sont touchés. Il atteint même les 100% chez les conseillers d'orientations psychologues qui n'assurent plus aucune activité.

Les incidences sur la vie des établissements commencent à se faire largement sentir. On ne compte plus les cours annulés et les élèves "renvoyés" chez eux. Dans les lycées, ce sont certains bacs blancs qui pourraient pâtir de la mobilisation des enseignants.

Ces derniers ont conscience, visiblement, du problème. Coordination et syndicats tentent maintenant de se rapprocher des parents d'élèves pour les convaincre du bien fondé de leur lutte. S'ils sont entendus, le spectre de 1995 pourrait bien ressurgir.

Guillaume CLAVAUD

Orientation: grève à 100%

Sur les 25 conseillers d'orientation psychologues que compte le département, 25 sont en grève reconductible. Les 4 CIO de Prades, Céret et Perpignan sont désormais fermés. « *Notre fonction est menacée. Elle doit être régionalisée, mais aucun statut ne peut l'abriter dans la fonction publique territoriale. Au niveau de l'Etat, il n'y a plus aucun concours de recrutement programmé pour l'an prochain et nos centres de formations ferment* », révèle Roselyne Loubatières, du CIO Cassanyes à Perpignan. Conséquences, le suivi de l'orientation des élèves n'est plus assuré. Si la grève dure, ce sont le fonctionnement des commissions d'affectation académiques qui pourraient être bloqué. Médecins et assistantes sociales pourraient, avec les conseillers d'orientation, bloquer celui des commissions de l'enseignement spécialisé. Nous n'avons plus rien à perdre », annonce Mme Loubatières.

A Jean Moulin, les enseignants ont bloqué les accès du collège à 13h30.

Profs et agents du secondaire disent non à la décentralisation

C'est dans les établissements du secondaire que la grève était le plus suivie hier à Céret. Au collège on comptait 60% de grévistes parmi les enseignants et 80% chez le personnel de maintenance. Sensiblement moins au lycée où l'on évaluait entre 45 et 50% de profs en grève et plus de 90% pour les agents de maintenance. Mobilisation beaucoup moins forte dans l'enseignement primaire où l'on ne comptait que 6 instituteurs grévistes parmi les 29 enseignants des quatre écoles de la ville (deux primaires et deux maternelles).

Une assemblée générale réunissant professeurs, agents techniques et quelques parents d'élèves a eu lieu en matinée à la salle des profs du collège Jean Amade. Le mécontentement s'opère sur plusieurs fronts. Celui des enseignants et des surveillants qui s'insurgent contre la disparition programmée au niveau nationale de 18000 surveillants et aides éducateurs. Celui des agents ATOSS (agents de maintenance et administratifs) qui craignent les effets pervers d'une décentralisation qui fera basculer leurs statuts de l'éducation nationale aux collectivités territoriales, avec des dérives de privatisation de certains services.

Une décentralisation qui pour les enseignants est synonyme de restriction budgétaire et d'inégalité de traitement selon l'importance et les moyens des régions. Donc d'une éducation nationale « *à plusieurs vitesses* ». Toutes les conséquences de ces mesures Raffarin-Ferry ont été évoquées lors des deux bonnes heures de débats. « *On assiste à un changement complet de philosophie* », s'insurge un conseiller d'éducation. « *D'un recrutement académique on bascule dans un recrutement local. C'est la grande braderie des services publics.* »

Une représentante du Centre d'information et d'orientation de Céret prend la parole: « Les CIO vont être supprimés. Nous sommes les premiers dans la charrette de la décentralisation. C'est la fonction de conseiller d'orientation qui est complètement balayée de l'éducation nationale. Il y a du privé derrière tout cela ». Un agent ATOSS s'inquiète du changement de statut: « *En janvier on devrait passer dans la fonction territoriale. C'est la sécurité de l'emploi qui est en cause.* ».

« *Avec la suppression des aides éducateurs et des surveillants, c'est la qualité de l'encadrement et du suivi éducatif des élèves qui va en pâtir. Et comment seront gérés les personnels dans le cadre de la décentralisation* », lance une conseillère d'éducation du lycée qui estime qu'on assiste « *à des effets d'annonces qui ne sont même pas mis en débat* ». Une absence de négociation qu'elle n'est pas la seule à souligner.

J.L

Ils étaient une centaine de grévistes, profs, agents de maintenance.

Edition du Gard

Le mouvement gardois s'amplifie

La grève dans l'Education nationale a été une nouvelle fois reconduite par les centaines de participants aux assemblées générales dans le département.

Le mouvement de grève reconductible, lancé depuis deux semaines par Sud et FO, a pris un nouvel essor avec l'adhésion du SnuIPP (professeurs des écoles), du Snes (enseignants du secondaire), du Snep (professeurs d'éducation physique), du Snuas-FP (assistantes sociales), et de la CGT à partir

du jeudi 3 avril, date de la journée nationale et unitaire contre la réforme des retraites. Selon l'Inspection académique du Gard, 19,18 % des professeurs des écoles ont suivi la grève hier, 16,83 % des professeurs des collèges, aucun dans les lycées classiques, 13,15 % des personnels non enseignants et 8,14 % des surveillants. Plusieurs dizaines d'écoles primaires ont fermé à travers tout le département. L'absence de mobilisation en lycée est toutefois contestée par les sections syndicales du département qui citent les personnels grévistes des établissements Dhuoda ou Montauray à Nîmes ou ceux de Bagnols et Milhaud. Les syndicats non mobilisés : certains syndicats de la FSU, l'Unsa et la CFDT - qui n'avait pas appelé à la grève lors de la journée unitaire du jeudi 3 avril.

Les grévistes craignent un démantèlement du service public. Ils ont lancé la contestation pour s'opposer à la décentralisation des personnels non enseignants de l'Éducation nationale (médecins scolaires, conseillers d'orientation-psychologues, assistants sociaux, techniciens) et à la réforme des retraites. Sud, FO, le SnuIPP, et la CGT refusent en outre la suppression du statut de surveillant, des aides-éducateurs et demandent le retrait du projet de loi sur les assistants d'éducation.

Les parents devraient être informés de la situation dans l'établissement de leurs enfants par des réunions. Les grévistes ont également prévu un rassemblement, mercredi, à 15 heures devant la préfecture pour que les parents qui le désirent puissent participer à la protestation.

C. B.

Plusieurs syndicats se sont ralliés à partir du 3 avril.

Edition de l'Hérault

La grève s'amplifie dans les écoles et les collèges

Le ton monte chez les enseignants, comme dans l'ensemble du personnel lié à cette Éducation nationale en butte, une fois de plus, à bien des interrogations.

Ce lundi, dans un bon nombre d'écoles de la ville, la journée a été notablement perturbée : huit écoles primaires et maternelles étaient fermées - sans que l'inspection d'académie fût en mesure, en fin d'après-midi, d'en rendre publique la liste nominative. Ce fut également le cas dans quinze collèges héraultais, au lieu de six seulement en fin de semaine dernière. Alors que, dès le matin, près de trois cents instituteurs - sur quelque 400 en grève hier, de source syndicale - se rassemblaient, lors d'une assemblée générale tenue à la Maison des syndicats.

Un mouvement qui, surtout depuis la journée d'action pour les retraites de jeudi dernier, semble souder une bonne partie de "la base". Même si très rapidement, une intersyndicale s'est constituée pour défendre, au-delà du problème des retraites, une certaine idée du service public. Parmi les abonnés absents au mouvement, cela dit, l'Unsa. Syndicat pour lequel cette action « *est prématurée dans l'académie, alors que l'heure des vacances de Pâques vient de sonner en Aquitaine et à Paris* ».

Une simple question de stratégie, a priori : « *Il s'agit surtout d'être efficace, de ne pas user en vain nos troupes* », devait-on, hier, commenter à l'Unsa. « *Mais nous donnons rendez-vous à tous, début mai, car nous sommes d'accord sur le fond des revendications.* » Une stratégie de l'attente qui, cependant, ne fait pas l'unanimité. C'est ainsi que du côté de Sud-Éducation, il y a urgence à « *repandre le flambeau transmis par l'Aquitaine. Dans un mouvement qui, une fois de plus, aura pris naissance en province.* » Un syndicat qui entend en appeler aux parents d'élèves et qui, « *face à une demande forte* », opte d'ores et déjà pour une « *extension à d'autres secteurs professionnels* ». Alors que, du côté de la FSU, « *un mouvement prend réellement corps. Même si la protestation pourrait prendre des formes variées.* » Et d'appeler à une journée d'action, le vendredi 11 avril, l'ensemble des établissements restés pour l'instant en réserve.

Reste à savoir comment ce que d'aucuns appellent déjà « *une lame de fond* » sera perçu par les grandes confédérations syndicales. Qui seraient tentés de donner rendez-vous à tous à partir d'un 1er mai qui tombera bien.

M. M.

Sont en grève reconductible, notamment les collèges Arthur-Rimbaud, Escholiers de la Mosson, Garrigues, les Aiguerelles, Marcel-Pagnol, Jacou, Saint-Jean-de-Védas. Le lycée Mas-de-Tesse. Pour vendredi, grève reconductible aux collèges et lycée Clemenceau et, vendredi, aux collèges Las Cazes et Joffre.

Rassemblement devant le rectorat ce matin à 9 h 15. Mercredi, "Raffarinade", à 15 h, place de la Comédie.

Hier matin, à la Maison des syndicats : une assemblée motivée.

Photo Richard DE HULLESSEN

Une trentaine d'écoles fermées hier

La perspective de la réforme des retraites a fait cesser le travail à un enseignant sur trois qui, jeudi dernier, avaient rejoint les cortèges des fonctionnaires redoutant de supporter l'essentiel du fardeau d'un changement de régime. Un succès de mobilisation enseignante « *contre les transferts et le démantèlement du service public* » et la 4e journée de grève depuis le début de l'année scolaire - sur lequel ont rebondi au soir du 3 avril les organisations syndicales de l'Education nationale. Vendredi, à l'appel d'une intersyndicale FSU, CGT, CFDT, FO, Sud 28 % des enseignants du 1er degré de l'Hérault étaient en grève.

Au-delà de la remise en cause du système de retraite, ce collectif syndical dénonce depuis des mois « *une baisse des moyens dans l'Education nationale* » : disparition des surveillants et aides éducateurs, remplacement partiel des départs en retraite, décentralisation par le transfert de personnels d'orientation, de santé et sociaux vers les collectivités territoriales ; dangers d'une plus grande autonomie des établissements.

Reconduit vendredi, ce mouvement a été suivi hier lundi selon le rectorat par près de 12 % des enseignants du premier degré de l'Hérault (20 à 30% selon les syndicats), 13,17% de leurs collègues des collèges et 10,71 % en lycée professionnel, dont le collège Jean-Perrin à Béziers et le lycée professionnel de Bédarieux. Ces enseignants demandent le maintien de 37,5 annuités pour tous (public et privé), 75 % du meilleur salaire brut (sur les 6 derniers mois), le départ à 60 ans, le maintien des régimes spéciaux.

Fait nouveau, relevé dans le primaire comme le secondaire : la présence dans ce mouvement de gens qui ne suivent pas habituellement les grèves. Mais aussi l'absence de gens qui suivent généralement les mots d'ordre syndicaux. Dans le secteur biterrois, une trentaine d'écoles étaient hier fermées. Le mouvement a été reconduit en fin de matinée à Béziers (140 pour, 24 abstentions) et dans les Hauts-Cantons.

Alors que les contours de la réforme des retraites devraient se préciser vendredi avec les premières propositions du gouvernement, les enseignants s'interrogeaient hier sur l'opportunité de poursuivre leur grève reconductible jusqu'à cette échéance. "Prévention" ou "réaction" ? Les enseignants ont décidé de jouer les deux en privilégiant la sensibilisation du public, notamment via les parents d'élèves. Et s'appuyer sur les dispositions locales pour leur faire toucher du doigt des changements déjà perceptibles « *par la disparition de postes* ».

Les enseignants cherchent aussi à se rapprocher d'autres catégories de fonctionnaires en mouvement, tel les impôts. Car ils sont persuadés, comme le résumait Paul Barbazange, d'être « *le verrou des 37,5 ans d'annuité et des conditions de retraite des autres fonctionnaires. S'il résiste, ils ne pourront pas aller plus loin dans le démantèlement du système de solidarité nationale* ». Le mouvement était hier diversement suivi dans la région, du primaire au secondaire. De la contagion généralisée à l'essoufflement d'ici vendredi, tout est possible.

J.Vr.

Près de 200 personnes à la bourse du travail.

Grève : Anatole-France et Joliot donnent le "la"

Le mouvement de grève annoncé dans l'Education nationale a été très inégalement suivi, hier, selon les établissements scolaires de Sète. Ainsi, au lycée Joliot-Curie, c'est plus de la moitié du personnel enseignant qui était en grève. Et ils devraient être au moins aussi nombreux aujourd'hui : la mobilisation contre les projets de réformes gouvernementales sur les retraites et la décentralisation, lancée jeudi dernier dans tout l'Hexagone, a trouvé un écho particulièrement important dans cet établissement.

Un écho qui devrait se répercuter tout au long de la semaine dans les autres collèges et lycées de la ville. Des assemblées générales ont en effet lieu ce matin à Jean-Moulin et à Joliot-Curie, puis jeudi au lycée professionnel Charles-de-Gaulle et vendredi à Paul-Valéry. Les syndicats FSU, CFDT, FO, CGT et Snetaa, qui soutiennent la mobilisation, veulent parallèlement faire un effort de pédagogie auprès de la population et essayer d'étendre le mouvement à d'autres professions du secteur public. Du côté du premier degré, la grève a également connu un succès disparate. Un établissement tient le haut du pavé : hier à Anatole-France, 14 professeurs sur 15 n'ont pas assuré les cours... Une grève très suivie également à Jean-Macé et à l'école de la Renaissance. La grève est reconduite aujourd'hui. Les enseignants donnent rendez-vous à la population demain et vendredi sur les marchés de Sète, pour mieux faire connaître leurs inquiétudes et leurs revendications.

La journée de vendredi devrait d'ailleurs marquer un tournant dans le mouvement : le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin a accepté de recevoir les syndicats.

Anne-Lise TOLY